



Pour une véritable autodétermination – contre le racisme antimusulman. Une résolution pour l'égalité, la liberté religieuse et la non-discrimination

Le racisme antimusulman en Suisse est une forme de racisme qui, comme d'autres formes de discrimination fondée sur l'appartenance à un groupe – telles que l'antisémitisme –, est structurellement ancrée et agit de manière intersectionnelle. Il se manifeste par des désavantages systématiques dans le domaine de la formation et le monde du travail ainsi que par l'exclusion et le dénigrement dans la vie quotidienne. Des constats récents indiquent que la discrimination raciste est globalement en hausse. Une étude nationale de référence sur le racisme antimusulman documente des désavantages systématiques, une forte défiance et un sous-signallement important, ce qui laisse supposer un nombre élevé de cas non recensés¹. 35 % des musulman-es subissent des discriminations ; en 2024, les cas signalés ont augmenté de 40 %².

Le racisme antimusulman agit de manière intersectionnelle. Les femmes musulmanes se trouvent au croisement de plusieurs formes de discrimination – liées au genre, à l'appartenance religieuse ainsi qu'aux stéréotypes et préjugés sociaux –, ce qui les expose de manière accrue aux inégalités. Il est frappant de constater que les débats de société se concentrent de manière sélective sur certains groupes. Alors que les femmes portant le voile et exerçant des activités précaires ne reçoivent guère d'attention, ce sont surtout les enseignantes ou d'autres groupes professionnels visibles dans l'espace public qui se retrouvent dans le collimateur du débat politique. Cette sélectivité montre qu'il ne s'agit ni de neutralité ni de protection, mais bien d'exclusion et de politique (purement) symbolique.

Du point de vue de notre État de droit, la situation est en revanche claire : [l'article 15 de la Constitution fédérale](#) garantit la liberté de religion. Selon le Tribunal fédéral, les interdictions générales du port du voile pour les écolières sont disproportionnées³. Le Conseil fédéral

¹ Étude de référence sur le racisme antimusulman en Suisse (CSIS/SLR, février 2025),

<https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=104323> et <https://www.frb.admin.ch/fr/etudes-et-rapports>

² Société Suisse Moyen-Orient et Cultures Islamiques (SSMOCI) (05.03.2025), [Le racisme antimusulman en Suisse : pas des cas isolés – Société Suisse Moyen-Orient et Cultures Islamiques](#) et le News (20.02.2025), [Most Muslims in Switzerland don't report racist incidents \(La plupart des musulman-es de Suisse ne signalent pas les incidents racistes\)](#)

³ (ATF 142 I 49),

http://relevancy.bger.ch/php/clir/http/index.php?lang=de&type=show_document&page=1&from_date=&to_date=&from_year=1954&to_year=2025&sort=relevance&insertion_date=&from_date_push=&top_subcollecti on_clir=bge&query_words=&part=all&de_fr=&de_it=&fr_de=&fr_it=&it_de=&it_fr=&orig=&translation=&rank=0 &highlight_docid=atf%3A%2F%2F142-I-49%3Afr%3Aregeste&number_of_ranks=0&azaclir=clir et <https://www.servat.unibe.ch/dfr/bge/c1142049.html>

rejette lui aussi les interdictions générales du port du voile⁴. L'exclusion des enseignantes portant le voile islamique ne fait pas qu'aggraver la pénurie d'enseignant-es : elle va aussi à l'encontre du principe de neutralité et est discriminatoire à l'égard d'un groupe spécifique⁵. Le racisme antimusulman est empiriquement démontré, anticonstitutionnel et constitue une menace pour la démocratie. Pour les personnes concernées – comme dans le cas d'autres formes de discrimination –, les conséquences sont multiples et durables : frustration, perte de confiance envers les institutions et atteintes à la santé⁶.

Le débat sur le voile comme expression du racisme antimusulman

Aucun autre sujet ne met plus clairement en évidence le racisme antimusulman que le débat sur le voile. L'escalade actuelle est extrêmement préoccupante. Le Comité d'Egerkingen a déposé le 1er décembre 2025 la pétition « Pas de voile islamique dans les écoles suisses ! », munie de plus de 12 000 signatures, et il demande une interdiction pour les enseignantes et les élèves dans tous les établissements scolaires⁷. Lors de la session d'hiver 2025, des membres du comité directeur ont lancé deux interventions parlementaires nationales. Therese Schläpfer a déposé le 17 décembre 2025 une motion pour une interdiction aux écolières de moins de 16 ans ([25.4591](#)). Thomas Knutti a posé la question suivante le même jour via l'interpellation [25.4592](#) : « Quel serait le nombre de jeunes filles et d'enseignantes concernées par une interdiction de porter le voile ? ». Lorenzo Quadri a déposé le 25 septembre 2025 une motion pour un projet de loi visant à interdire le port du voile dans les écoles publiques de tous niveaux en Suisse, tant pour les enseignantes que pour les élèves ([25.4165](#)). En cas d'échec au Parlement, le lancement d'une initiative populaire est envisagé⁸.

⁴ Communiqué de presse (22.10.2025), [Le Conseil fédéral s'oppose à une interdiction générale du port du voile par les élèves dans les écoles obligatoires](#) et SRF (22.10.2025, [Kopftücher an öffentlichen Schulen : Bundesrat will kein Verbot – News – SRF \(Port du voile à l'école publique : le Conseil fédéral ne veut pas d'interdiction\)](#)

⁵ Der Bund (03.11.2025), [Bern : Regierungsrat hält an Kopftuchverbot für Lehrerinnen fest \(Berne : le Conseil d'État maintient l'interdiction du port du voile pour les enseignantes\)](#) et Blick (20.07.2025), [Lehrermangel vor Schulstart \(Pénurie d'enseignant-es avant la rentrée scolaire\)](#)

⁶ Étude de référence sur le racisme antimusulman en Suisse (CSIS/SLR, février 2025), [news.admin.ch/fr/nsb?id=104323](#) et <https://www.frb.admin.ch/de/studien-und-berichte>

⁷ Tages-Anzeiger (01.12.2025), [Kopftuchverbot : Egerkinger Komitee lanciert Volksinitiative \(Interdiction du voile : le Comité d'Egerkingen lance une initiative populaire\)](#) et NZZ (30.12.2025), [Jetzt rollt eine schweizweite Offensive gegen das Kopftuch an \(Une offensive à l'échelle de la Suisse contre le port du voile islamique est en cours\)](#)

⁸ Comité d'Egerkingen (01.12.2025) : [Kopftuchverbot an Schulen : Nach erfolgreicher Petition lanciert das Egerkinger Komitee zwei parlamentarische Vorstösse \(Interdiction du voile islamique à l'école : après le succès de la pétition, le Comité d'Egerkingen lance deux interventions parlementaires\)](#)

Parallèlement, plusieurs interventions cantonales sont en cours, visant des interdictions générales du port du voile dans les écoles et les jardins d'enfants :

- Dans le canton de Zoug, l'UDC a lancé le 24 octobre 2025 l'initiative législative cantonale « Pas de voiles dans les écoles et jardins d'enfants zougais », qui interdit en principe le port de couvre-chefs pour des motifs religieux ou « idéologico-philosophiques » dans les écoles publiques. Ce texte a besoin de 2000 signatures⁹.
- Dans le canton d'Argovie, des membres du Grand Conseil ont déposé deux motions le 18 novembre 2025. L'une, présentée par Roland Haldimann (UDF), concerne la neutralité des employé-es du secteur public, et l'autre, déposée par Adrian Schoop (PLR), vise à « protéger de toute contrainte religieuse » les écolières de moins de 16 ans¹⁰.
- Dans le canton de Zurich, l'UDC a déposé le 24 novembre 2025 la motion « Keine Unterdrückung von Frauen und Mädchen an Zürcher Schulen und Kindergärten » (Pas d'oppression des femmes et des jeunes filles dans les écoles et les jardins d'enfants zurichois), qui vise à interdire les couvre-chefs pour des raisons religieuses dans les écoles et les jardins d'enfants publics¹¹.

D'autres interventions et questions ont été soumises à Saint-Gall (interdiction pour le corps enseignant) et à Lucerne (question sur les symboles religieux)¹².

Ces interventions cantonales suivent la même logique que l'escalade nationale : sous couvert de « neutralité » et sous prétexte de « défense des droits des femmes », les femmes musulmanes sont délibérément rendues (bien) visibles, stigmatisées et victimes de multiples discriminations – en raison de leur sexe, de leur religion et de leur origine supposée.

⁹ 20 Minuten (28.10.2025), [SVP-Initiative Zug : Kopftuchverbot für Schülerinnen gefordert \(Initiative de l'UDC zougaise : demande d'interdiction du voile pour les écolières\)](#) et Comité d'Egerkingen (23.11.2025), [SVP Zug lanciert kantonale Initiative «Keine Kopftücher an Zuger Schulen und Kindergärten» \(L'UDC zougaise lance une initiative cantonale intitulée « Pas de voiles dans les écoles et les jardins d'enfants zougais »\)](#)

¹⁰ Aargauer Zeitung (26.11.2025), [Kopftuchverbot im Aargau : Wortgefechte im «TalkTäglich» \(Interdiction du voile islamique en Argovie : combats de mots dans le « TalkTäglich »\)](#) et l'Aargauer Zeitung (22.11.2025), [Das Kinderkopftuch soll aus den Aargauer Schulen verschwinden \(Le voile islamique pour enfants doit disparaître des écoles argoviennes\)](#)

¹¹ Tages-Anzeiger (24.11.2025), [Im Kanton Zürich sollen Kopftücher an den Schulen verboten werden \(Dans le canton de Zurich, le port du voile doit être interdit à l'école\)](#)

¹² PS du canton de Saint-Gall (10.07.2025), [SVP-Motion will Kopftuchverbot bei Lehrpersonen : Rückschrittlich und diskriminierend \(Une motion de l'UDC veut interdire le port du voile par les enseignant-es : rétrograde et discriminatoire\)](#) et Comité d'Egerkingen (23.11.2025), [Religiöse Symbole und Bekleidung im Schulwesen : Anfrage im Luzerner Kantonsrat \(Symboles religieux et règles vestimentaires dans le système scolaire : question au Grand Conseil lucernois\)](#)

Une stigmatisation similaire se manifeste à Berne avec la vente prévue du Treffpunkt Wittigkofen (lieu de rencontre dans le quartier de Wittigkofen) – (déclaration d'intention, septembre 2025, 1,8 million de francs, à la fondation modérée IZB (Islamisches Zentrum Bern/Centre islamique de Berne) pour un usage interreligieux)¹³. Le Comité d'Egerkingen dénonce ce projet en agitant le spectre du « ghetto », alors même que le Centre islamique de Berne est financé localement en toute transparence (campagne de dons courant jusqu'en 2026) et qu'il est ouvert à toutes¹⁴. De tels « discours » exploitent délibérément les peurs et renforcent l'exclusion.

Mise en perspective politique

La stratégie de l'UDC et du Comité d'Egerkingen est claire comme de l'eau de roche : au lieu de proposer des solutions aux problèmes sociaux bien réels, tels que la hausse des loyers, la pénurie de personnel qualifié, la crise dans le secteur des soins ou les inégalités sociales, on crée artificiellement, de toutes pièces, un prétendu problème. La proportion de femmes musulmanes portant le voile dans le domaine de l'éducation est infime. Pourtant, certaines minorités servent régulièrement d'exutoires à des projections.

Cette politique suit un schéma bien connu : diversion par une politique du bouc émissaire, exercice du pouvoir au détriment de groupes marginalisés et division délibérée de la société. Or, il est prouvé que la discrimination et la haine sont néfastes – elles génèrent de la frustration, détruisent la confiance et laissent des séquelles sanitaires et sociales à long terme. Tels ne doivent pas être les objectifs de la politique suisse. Détourner le regard ou garder le silence affaiblit la cohésion sociale et met en péril la coexistence pacifique.

Le débat sur le port du voile menace les valeurs démocratiques fondamentales, vide de sa substance le principe d'égalité, prive la société du personnel qualifié dont elle a urgemment besoin et réduit la participation à la société. Un engagement clair en faveur de la liberté religieuse et de la neutralité de l'État, ainsi que contre les interdictions générales et les campagnes haineuses, est donc essentiel pour protéger notre démocratie.

La situation est grave et exige une action déterminée. Les interventions politiques en cours et la menace d'une initiative populaire ne pourront être stoppées que par une action commune et cohérente. Le PS Suisse doit maintenant prendre clairement position et rejeter, de toutes ses forces et au sein de larges alliances, les propositions du Comité d'Egerkingen et de l'UDC, afin de garantir l'égalité des droits et de s'opposer résolument à une érosion insidieuse des droits fondamentaux. Nous misons sur le vivre-ensemble plutôt que sur la stigmatisation et défendons une véritable autodétermination.

¹³ [Islamisches Zentrum Bern \(IZB\), Wittigkofen : Moschee-Pläne im ehemaligen Gemeindezentrum \(Wittigkofen : projet de mosquée dans l'ancien centre communautaire\) – News – SRF](#)

¹⁴ Comité d'Egerkingen (27.11.2025), [Treffpunkt Wittigkofen Bern : Verkauf an muslimische Stiftung – Genau hinschauen und Transparenz herstellen \(Lieu de rencontre Wittigkofen Berne : vente à une fondation musulmane – regarder de près et établir la transparence\), Babanews \(30 novembre 2025\), <https://www.babanews.ch/was-die-medien-ueber-die-moschee-in-wittigkofen-schreiben-und-was-nicht/>](#)

Revendications

1. Nous demandons que le droit du travail soit développé de façon à lutter efficacement contre les discriminations indirectes et intersectionnelles – en particulier au détriment des femmes musulmanes. Il convient à cet égard de tenir compte de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (arrêts du 15.07.2021, [C-804/18](#) et [C-341/19](#)).
2. Le PS Suisse condamne les interdictions généralisées du port du voile dans les institutions publiques et les établissements de formation. Les interdictions du port du voile pour les enseignantes sont disproportionnées et anticonstitutionnelles. De telles interdictions violent les droits fondamentaux à la liberté religieuse et à l'égalité de traitement.
3. Le PS Suisse reconnaît que le racisme antimusulman est une forme de haine ciblant un groupe précis, bien présente en Suisse. Il demande une lutte résolue contre ce phénomène à travers l'éducation, la sensibilisation et des mesures juridiques efficaces.
4. Le PS Suisse appelle à une large mobilisation à travers des alliances contre l'escalade, afin de protéger les personnes concernées et de renforcer les droits fondamentaux démocratiques.
5. Le PS Suisse demande que l'on lutte contre la stigmatisation en rejetant fermement les campagnes correspondantes et en encourageant à la place le dialogue interreligieux et une participation sur un pied d'égalité.
6. La présente résolution actualise et complète la position du PS Suisse concernant le racisme et la discrimination antimusulman-es.